

TERÉGA

Comité Social et Économique
& Organisations Syndicales
FO – CFDT – UNSA - CGT
40, avenue de L'Europe
64 000 Pau

Monsieur CARENCO
Président de la Commission de
Régulation de l'Énergie
15, rue Pasquier
75 379 PARIS CEDEX 08

Pau, le 26 septembre 2019

Modalités d'envoi :

- LRAR N° 1A 158 055 3394 3
- Outil en ligne www.cre.fr/Documents/Consultations-publiques

Objet : Consultation publique sur les principes de tarification de l'utilisation des réseaux de transport de gaz naturel- ATR T7 et des installations de stockage ATS2.

Monsieur le Président,

Une consultation publique est actuellement organisée sur des orientations décrites dans vos documents du 23 juillet 2019 portant sur « le prochain tarif d'utilisation des réseaux de transport de gaz naturel de GRTgaz et TERÉGA », et " le prochain tarif d'utilisation des infrastructures de stockage souterrain de gaz naturel de Storengy, Teréga, et Géométhane".

Les rapports d'audit de Schwartz and co de chaque activité concernant Teréga SA sont joints à votre consultation publique, rapports pris pour référence en tant que « recommandations » dans certaines parties du document de la CRE.

Nous vous remercions de nous permettre d'y contribuer, afin de vous apporter les réflexions et positions du Comité Social et Économique de Teréga, à l'unanimité de sa délégation salariale, et des Organisations Syndicales représentatives de Teréga.

Commentaires sur les paramètres d'indexation des salaires pour la partie coût de personnel des rapports transport et stockage :

Augmentation du coût de la vie et valeur du point UFIP :

L'affirmation suivante de l'auditeur : "les augmentations du point UFIP de la CCNIP suivent l'évolution du coût de la vie" est erronée car de 2014 à 2018, l'inflation a été supérieure de 0,7% à l'augmentation du point UFIP, d'où un certain nombre d'indemnités dont la prime d'ancienneté qui n'a pas été revalorisée suivant le coût de la vie.

Coût de personnel :

Rémunération, révision du taux d'augmentation générale en retenant la moyenne historique 2014-2018 :

Cette méthode a pour conséquence la prise en compte du très faible taux d'augmentation du coût de la vie entre 2014 et 2016, alors que des taux d'inflation de 1,5 à 2% sont actuellement observés. **Nous demandons que soit recalé le calcul des enveloppes d'AG sur la période 2017-2018 soit les deux dernières années.**

Charges Sociales :

L'indexation des coûts de la protection sociale complémentaire et la prévoyance lourde est préconisée dans les rapports d'audit sur la trajectoire AG + AI.

Nous nous élevons vivement contre cette préconisation pour les raisons suivantes :

- Les accords en vigueur signés sur les dispositifs de couvertures santé et prévoyance lourde par les OS de Teréga ne prévoient pas un système de revalorisation des cotisations basé sur les AG + AI. De plus, l'auditeur n'est légalement pas compétent pour émettre toute préconisation sur les accords d'entreprise.
- L'allongement de la durée d'activité dû aux réformes des retraites, et le vieillissement de la population (qui serait une conséquence de la stagnation des effectifs préconisée par les auditeurs), aura indéniablement des impacts sur les risques en matière de prévoyance, donc des augmentations de cotisations.

Nous demandons donc la prise en compte des taux contractuels des contrats en cours et la reconnaissance de la revalorisation inscrite dans les accords en vigueur signés par les OS de Teréga.

Personnel Extérieur/intérimaire :

Le CSE et les OS considèrent la trajectoire retenue par le consultant pour le calcul du coût du personnel intérimaire (moyenne des réalisés 2017 et 2018) comme optimiste au regard des hypothèses d'ETP qu'il a lui-même préconisé et des besoins réels de Teréga en moyens humains dans le cadre d'Impacts 2025. En effet, les hypothèses en matière d'effectif du consultant couplée à la réforme des retraites conduiraient à un vieillissement de la population et donc à un risque croissant d'absentéisme qui impacterait mécaniquement à la hausse le recours à l'emploi temporaire.

L'inflexion de la trajectoire de la rémunération et du personnel extérieur est donc comme une double peine pour Teréga.

objectifs pourtant soutenus et soulignés par le Ministre de la Transition écologique et solidaire dans son courrier du 15 juillet 2019.

Question 9 ATRT7 : Etes-vous favorable aux orientations envisagées par la CRE concernant le niveau des charges à couvrir pour la période ATRT7 pour GRTgaz et Teréga ?

- **Charges d'exploitation/résultats de l'audit externe :**

Le consultant a considéré que "les 19 postes liés à la cellule d'accompagnement au déploiement de la réorganisation de la Direction des Opérations ne correspondent pas à un besoin pérenne" . Le CSE et les OS ne sont pas en accord avec cette analyse pour les raisons suivantes :

- La réorganisation de la direction des opérations a permis une réinternalisation des activités de maintenance, qui faisaient l'objet de contrats de prestation. Ce transfert est donc uniquement comptable. La direction des opérations ne peut pas fonctionner sans l'apport de ce personnel, afin de maintenir son niveau actuel de sécurité dans ses activités.
- **Le consultant souligne que la coordination des départs en retraite et des embauches doit permettre une stabilité des effectifs à partir de 2019 :** le CSE et les OS soulignent que la nature des activités de Teréga comme tout autre GRT est très spécifique car comprend des métiers avec des acquisitions de compétences sur le moyen/long terme. Le turn over des équipes en charge des opérations et de la sécurité à Teréga, que ce soit sur l'activité stockage ou transport, doit impérativement s'organiser avec des périodes de recouvrements importantes. De plus, le besoin important de recrutements résultant notamment de l'internalisation de compétences ne peut être compensé par des départs naturels (départs à la retraite et démissions) dans la mesure où ces derniers ont été relativement modérés sur la période ATRT6. La prochaine réforme des retraites, même si nous n'en connaissons pas encore les décisions finales, ne s'oriente vraisemblablement pas vers une réduction de la période d'activité des salariés et donc ne permet pas d'envisager une accélération des départs naturels sur la période ATRT7.

C'est pourquoi, le CSE et les OS craignent qu'un calcul de la trajectoire de charges nettes d'exploitation sur la base des recommandations du consultant ne conduise, immanquablement, à la détérioration des conditions nécessaires à la conduite, en toute sécurité, des missions essentielles de Teréga, par l'insuffisance de ses moyens humains, la dégradation de son climat social et de la qualité de son service public.

- Un manque certain de visibilité long terme pour les actionnaires, et donc la remise en question de la stabilité de l'actionnariat avec un risque aggravé de prise de bénéfices à court terme,
- Un manque de perspective sur les investissements à venir sur la transition énergétique et l'adaptation du stockage.

Nous avons bien noté dans votre rapport l'argumentaire de l'impact de la baisse de l'impôt sur les sociétés, mais, la loi en vigueur, pour celles réalisant plus de 250 millions d'euros de chiffre d'affaires dont Teréga, n'est pas conforme avec les hypothèses prises par le Cabinet d'Audit.

En conclusion, le CSE et les OS de TERÉGA attirent donc très solennellement l'attention de la CRE et de son Président sur les points suivants :

- Teréga en tant que gestionnaire d'infrastructure avec sa mission de service public, doit continuer à avoir les moyens d'être un acteur majeur, sûr et stable de l'énergie, dans sa position d'entreprise régulée, capitalisant ainsi sur son implantation territoriale au service de la transition du gaz.
- Les trajectoires de revenus autorisés et une option court terme de la consultation ne vont pas dans le sens d'une visibilité long terme dont a besoin un GRT comme Teréga.
- Les appréciations, portées par le cabinet d'audit, à propos de l'existence et le fonctionnement des accords sociaux en vigueur dans l'entreprise sont souvent empreintes de recommandations sociales, proches de l'ingérence, pouvant devenir très défavorables pour les salariés. Cela ne nous semble pas aller dans le sens de l'efficacité de Teréga, mais plutôt vers une rigidité future du climat social. Nous demandons donc l'exclusion de ce type de considérations d'un rapport public, et la suppression de ces recommandations, car cela nous semble être l'affaire exclusive des partenaires sociaux.
- Les objectifs d'OPEX et de trajectoires de productivité sont à des niveaux insuffisants, et notamment ceux relatifs aux 19 postes de la Direction des Opérations, alors que le personnel doit désormais absorber l'activité de maintenance en lieu et place des contrats de prestation qui faisaient partie du périmètre des moyens opérationnels nécessaires.

Nous espérons que nos positions fermes et argumentées permettront de nourrir votre processus décisionnaire qui pourrait gravement impacter la bonne marche de l'entreprise, son développement, la motivation des femmes et des hommes qui la composent et par là même, la sécurité des activités et la qualité du Service Public qu'a assuré TERÉGA depuis des dizaines d'années.

Le soutien à l'énergie du gaz naturel et d'autres gaz qui pourront être acheminés et stockés par TERÉGA, dans le cadre de la transition énergétique doit être affirmé par la CRE, afin que la mobilisation du personnel et les moyens de TERÉGA soient à la hauteur des enjeux de notre industrie.